

PRÉFECTURE  
DES HAUTS-DE-SEINE

NANTERRE, LE 17 AVR. 1989

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

3<sup>e</sup> BUREAU

N/REF.: DP/AA

POSTE: 47/28

DOSSIER SUIVI PAR: Mme PERCEVAL

N° 46/23/A

LE PREFET DES HAUTS DE SEINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU - la loi n°76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU - le décret n°77-1133 du 21 Septembre 1977 pris pour l'application de la loi précitée et en particulier son article 18,
- VU - le décret n° 69.380 du 18 Avril 1969 relatif à l'insonorisation des engins de chantier et aux arrêtés du 2 Janvier 1986.
- VU - l'arrêté ministériel du 20 Juin 1975 modifié le 7 décembre 1983, relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques,
- VU - l'arrêté ministériel du 22 Septembre 1978 portant création d'une zone de protection spéciale dans le Département des Hauts-de-Seine,
- VU - l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU - la circulaire du 6 Juin 1953 du Ministre du Commerce relative aux rejets d'eaux résiduaires par les établissements classés,
- VU - le rapport de M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées en date du 14 Mars 1988 proposant de prescrire des conditions complémentaires d'exploitation par voie d'arrêté pris en application de l'article 18 du décret n°77-1123 du 21 Septembre 1977 à la Société PAPETERIES DE LA SEINE sise à NANTERRE, 109 Avenue de la Commune de Paris pour l'installation classable sous la rubrique :

153 Bis/1° - "Installation de combustion capable de consommer en une heure une quantité de combustible représentant en pouvoir calorifique inférieur plus de 8 000 thermies".

Activité soumise à Autorisation, bénéficiant de l'antériorité.

.../...

VU la lettre en date du 13 Février 1989 informant le responsable de la Société précitée des propositions formulées par M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection Classées et de la faculté qui lui est réservée d'être entendu par le Conseil Départemental d'Hygiène Publique,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène Publique en date du 7 mars 1989,

VU la lettre recommandée avec accusé de réception en date du 13 Mars 1989 communiquant à la Société intéressée les conclusions du Conseil Départemental d'Hygiène Publique,

CONSIDERANT que le délai laissé à l'exploitant s'est écoulé sans qu'aucune observation n'ait été présentée,

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts de Seine,

#### A R R E T E :

##### ARTICLE I :

La Société PAPETERIES DE LA SEINE sise à NANTERRE, 109 avenue de la Commune de PARIS devra se conformer aux conditions complémentaires d'exploitation suivantes pour l'installation classable sous la rubrique :

- 153 bis/1° : "Installation de combustion capable de consommer en une heure une quantité de combustible représentant en pouvoir calorifique inférieur plus de 8 000 thermies".

Activité soumise à AUTORISATION, bénéficiant de l'antériorité.

.../

## I - DISPOSITIONS GENERALES -

### Condition 1 -

Les installations seront implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans timbrés en date du 5 septembre 1988.

Toute tranformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation ou de son mode d'exploitation doivent être portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

### Condition 2 -

L'installation sera construite, équipée et exploitée de manière à éviter que son fonctionnement ne puisse être à l'origine des dangers ou inconvénients visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 relatif au bruit des installations relevant de la loi sur les installations classées lui sont applicables.

Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur des engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 Avril 1969.

### Condition 3 -

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signallement d'incidents graves ou d'accidents.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant aux conditions ci-dessous qui fixent les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles.

En tout point des limites de l'établissement, le niveau sonore résultant de l'activité des différentes installations exploitées, ne dépassera pas :

- 70 dB (A) le jour de 7 heures à 20 heures,
- 60 dB (A) la nuit de 22 heures à 6 heures,
- 65 dB (A) en période intermédiaire, dimanches et jours fériés de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures.

L'Inspection des Installations Classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera soumis à son approbation.

### Condition 4 -

Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les eaux de surface et les eaux souterraines.

../..

Ces déchets seront éliminés dans des installations réglementées au titre de la loi du 19 Juillet 1976 dans des conditions nécessaires pour la protection de l'environnement.

#### Condition 5 -

a) Les eaux résiduaires de l'établissement seront évacuées conformément aux prescriptions de l'instruction du 6 Juin 1953 relative aux rejets des eaux résiduaires des installations classées.

Elles présenteront notamment :

- un pH compris entre 5,5 et 8,5
- température inférieure à 30°C
- teneur en hydrocarbure inférieure à 20 ppm  
par la méthode de dosage des hydrocarbures totaux (norme française T. 90.203)
- teneur en métaux inférieure à 15 mg

#### Condition 6 -

L'installation électrique sera entretenue en bon état, elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### Condition 7 -

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz toxiques, odorants ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Condition 8 - Le responsable de l'établissement sera tenu de déclarer sans délai à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait de l'exploitation des différentes installations qui sont de nature à porter atteinte à la commodité du voisinage, à la santé, la sécurité et la salubrité publiques.

### II - INSTALLATION DE COMBUSTION -

La chaufferie comprendra une chaudière ALSTHOM BELFORT de 65 250 kw consommant en une heure une quantité de combustible représentant en PCI (pouvoir calorifique inférieur) 56 000 thermies.

Elle sert à la production de vapeur d'eau surchauffée à 470°C sous une pression de 68 bars.

La chaufferie est appelée à fonctionner 24 heures sur 24.  
Le combustible utilisé sera le gaz naturel.

En cas de coupure d'approvisionnement le fuel lourd pourra être utilisé à condition que la concentration en SO<sub>2</sub> des gaz de combustion ne dépasse pas 1,72 g de soufre par kw/h (2g de S/th) de combustible consommé en application de l'arrêté du 22 Septembre 1978 concernant les zones de protection spéciale contre les pollutions atmosphériques.

Ce chargement de combustible figurera au livret de chaufferie prévu à la condition 19.

.../...

Condition 10 -

La construction et les dimensions des foyers devront être prévues en fonction de la puissance calorifique nécessaire et du régime de marche prévisible de façon à rendre possible une conduite rationnelle de la combustion et réduire au minimum les dégagements de gaz, poussières ou vésicules indésirables.

Condition 11 -

La structure des conduits d'évacuation sera coupe-feu de degré 2 heures lorsqu'ils traverseront des locaux habités ou occupés par des tiers. leurs matériaux seront suffisamment isolants pour que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur. On veillera particulièrement à l'étanchéité et à la résistance des joints. En outre, leur construction et leurs dimensions devront assurer un tirage convenable permettant une bonne combustion.

Condition 12 -

La hauteur de la cheminée sera de 65 m.  
Toutes dispositions seront prises pour qu'au débouché de la cheminée les gaz de combustion soient éjectés à une vitesse telle que leur diffusion verticale soit particulièrement favorisée.

Condition 13 -

Pour permettre les contrôles des émissions de gaz et de poussières et faciliter la mise en place des appareils nécessaires à ce contrôle, les cheminées ou conduits d'évacuation devront être pourvus de dispositifs obturables commodément accessibles à un emplacement permettant des mesures représentatives des émissions à l'atmosphère.

Condition 14 -

Lorsque la localisation exceptionnelle, les conditions météorologiques, le mode de combustion ou la nature du combustible la rendent nécessaire, peut être exigée la mise en place, entre le foyer et la sortie des gaz de combustion de toutes installations efficaces pour la rétention des particules et vésicules ou des gaz.

Condition 15 -

Dans la mesure où les appareils utiliseront de l'eau, celle-ci devra être évacuée conformément aux prescriptions en vigueur concernant les rejets d'effluents des installations classées.

Condition 16 -

Indépendamment des mesures locales prises par arrêtés interministériels ou préfectoraux dans certaines régions, les combustibles à employer devront correspondre aux caractéristiques préconisées par le constructeur de l'installation. La conduite de la combustion devra être effectuée et contrôlée de façon à éviter toutes évacuations de gaz ou de poussières et de vésicules susceptibles de créer un danger ou une incommodité pour le voisinage.

Condition 17 -

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

../..

Condition 18 -

L'entretien de l'installation de combustion se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Cette opération portera sur le foyer, la chambre de combustion et l'ensemble des conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

Condition 19 -

Les résultats des contrôles et les comptes rendus d'entretien seront portés au livret de chaufferie prévu par les articles 24 et 25 de l'arrêté interministériel du 20 Juin 1975 (Journal Officiel du 31 Juillet 1975)

Condition 20 -

L'installation devra en outre satisfaire :

a) aux dispositions de l'arrêté interministériel du 20 Juin 1975 (JO du 31 Juillet 1975, rectifié JO NC du 17 Décembre 1983) et devra notamment respecter les conditions ci-après :

7 et 9 relatives aux appareils de contrôle,

La chaudière devra notamment comporter les équipements suivants :

- un déprimomètre enregistreur,
- un indicateur de la température des gaz de combustion à la sortie du générateur,
- un enregistreur de pression de vapeur sur le collecteur de départ,
- un appareil de mesure en continu, direct ou indirect, de l'indice de noircissement,
- un dispositif indiquant soit le débit du combustible, soit le débit du fluide caloporteur,
- un analyseur automatique des gaz de combustion donnant au moins la teneur en dioxyde de carbone ou toute indication équivalente.

b) aux dispositions de l'arrêté interministériel du 5 Juillet 1977 (Journal Officiel du 12 Juillet 1977) relatif aux visites et examens périodiques ,

c) aux dispositions portant création à Paris d'une zone de protection spéciale contre les pollutions atmosphériques (arrêté du 22 Septembre 1978 - Journal Officiel du 17 Octobre 1978)

Normes d'émissions -Condition 21 -

L'installation devra satisfaire aux valeurs limites suivantes :

- composition en oxydes d'azote (exprimés en équivalents NO<sub>2</sub>) à l'émission inférieure à 450 mg/Nm<sup>3</sup>
- composition en oxydes de soufre (exprimés en équivalents SO<sub>2</sub>) à l'émission inférieure à 50mg/Nm<sup>3</sup> en fonctionnement normal.

En cas d'utilisation de fuel 2% , cette valeur pourra être exceptionnellement portée à 2800 mg/Nm<sup>3</sup>.

Le normal mètre cube (Nm<sup>3</sup>) étant le volume des gaz rapporté à la température de 273 degrés Kelvin à la pression de 1013 millibars, après déduction de la teneur en vapeur d'eau et à 3% en volume d'oxygène des gaz résiduels.

L'installation devra en outre respecter l'arrêté du 21 Septembre 1978 portant sur la création d'une zone de protection spéciale contre les pollutions atmosphériques notamment :

- il ne devra pas y avoir d'émissions de fumées dont l'indice de noircissement (norme NF X 43 002) dépasse 4 sauf de façon fugitive et pendant les périodes de ramonage si ceux-ci sont effectués de façon discontinue.
- la concentration en poussières des gaz de combustion à l'émission ne devra pas dépasser en marche normale le taux correspondant à 0,13g/Kw (0,15 g par thermie) de combustible consommé au foyer.

(prélèvements conformes à la norme NF X 44052)

Les flux rejetés à l'atmosphère ne devront pas dépasser 0,5 tonnes/jour pour les oxydes d'azote, 0,06 tonne/jour lorsque le combustible usuel sera employé (gaz naturel) 3,4 tonnes/jour pour les oxydes de soufre lorsque le fuel sera utilisé.

#### Surveillance des émissions atmosphériques -

##### Condition 22 -

L'installation sera soumise à l'autosurveillance de ses rejets dans l'atmosphère. Les contrôles en continu porteront sur les paramètres suivants :

- oxyde d'azote ( exprimés en NO<sub>2</sub>)
- monoxyde de carbone

Lorsque le fuel sera utilisé en remplacement du combustible usuel, on effectuera en plus le contrôle en continu des oxydes de soufre (exprimés en SO<sub>2</sub>)

En outre, l'exploitant devra connaître en permanence les débits des rejets, éventuellement par calcul à partir de certaines données connues en permanence.

Les résultats des analyses seront exprimés en concentration (Mg/Nm<sup>3</sup>) et en Flux (kg/jour)

##### Condition 23 -

Une synthèse des analyses de l'autosurveillance ainsi, que des commentaires éventuels seront adressés trimestriellement à l'Inspection des Installations Classées.

Ce document fera notamment apparaître, pour chaque mois, les valeurs maximales des paramètres, mesurés en continu. Il précisera la nature du combustible utilisé.

Semestriellement un organisme agréé effectuera les analyses des taux :

- d'oxygène,
- de monoxyde de carbone,
- d'oxydes de soufre (exprimés en SO<sub>2</sub>),
- d'oxydes d'azote (exprimés en NO<sub>2</sub>)
- de poussière (en cas d'utilisation de fuel)

dans les gaz de combustion. Ces analyses seront effectuées au cours d'une période représentative du fonctionnement de l'installation. Elles se dérouleront sur une durée de 24 heures.

On s'assurera que la proportion d'anhydride sulfurique SO<sub>3</sub> ne dépasse pas 5% parmi les oxydes de soufre présents. Si ce taux est dépassé le SO<sub>3</sub> sera mesuré.

les résultats seront exprimés dans les unités précisées à la condition 22.

Condition 24 -

Surveillance de la pollution atmosphérique -

L'exploitant effectuera en limite de l'établissement une surveillance de la pollution atmosphérique soit en effectuant des contrôles d'atmosphère dans l'environnement de l'installation de combustion soit en participant à la gestion d'une association réalisant des mesures de polluants atmosphériques.

Article II -

Une ampliation du présent arrêté devra être affichée à la Mairie de NANTERRE, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Article III -

M. le Secrétaire Général des Hauts-de-Seine,  
M. le Sous-Préfet de NANTERRE,  
M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées,  
Mme le Sénateur Maire de NANTERRE,  
M. le Contrôleur Général, Directeur Départemental des Polices Urbaines,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A NANTERRE, le 17 AVR. 1989

LE PREFET,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Pour Ampliation

~~l'Attaché, Chef de Bureau~~

Claude GUEANT

Y. LOUERS

